

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
ZAC de Bourran
9 rue de Bruxelles
12000 Rodez

Rodez, le 19/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARL ARFONS Energies

Le Castelet
31280 Drémil-Lafage

Références : 81-CRARC-2025-146
Code AIOT : 0006809971

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/09/2025 dans l'établissement SARL ARFONS Energies implanté Lieux-dits "Plo de Las Ginestes" et "Plô du Millet" 81110 Arfons. L'inspection a été annoncée le 16/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du chantier de renouvellement des éoliennes des parcs éoliens de Sor Energies et Arfons Energies. Plusieurs inspections sont prévues tout au long du déroulement du chantier afin de vérifier le respect des exigences réglementaires au cours du démantèlement et de la construction.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL ARFONS Energies

- Lieux-dits "Plo de Las Ginestes" et "Plô du Millet" 81110 Arfons
- Code AIOT : 0006809971
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien d'Arfons Energies situé sur la commune d'ARFONS a bénéficié d'un permis de construire en date du 15 mai 2007. Il comprend 5 éoliennes de type ECO 80, d'une puissance unitaire de 2 MW et d'une hauteur en bout de pale de 110 m. Le parc a été mis en service le 3 octobre 2009.

Ce parc éolien a bénéficié d'un arrêté préfectoral complémentaire du 17 janvier 2024 pour procéder au renouvellement des éoliennes (5 éoliennes d'une puissance unitaire de 3 MW et d'une hauteur en bout de pale de 125 m sont prévues).

Le parc éolien est en préparation du démantèlement avant la construction des nouvelles éoliennes.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 2

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Démantèlement	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 29 > I.	Sans objet
2	Démantèlement	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 29 > II.	Sans objet
3	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31	Sans objet
4	Mesures de préparation et encadrement du chantier	Arrêté Préfectoral du 17/01/2024, article II.3.1	Sans objet
5	Périmètre du chantier	Arrêté Préfectoral du 17/01/2024, article II.3.3	Sans objet
6	Article II.3.4. Phases des chantiers de construction et de démantè...	Arrêté Préfectoral du 17/01/2024, article II.3.4	Sans objet
7	Article II.3.4.1. Préparation du chantier et balisage des stations...	Arrêté Préfectoral du 17/01/2024, article II.3.4.1	Sans objet
8	Circulation d'engins	Arrêté Préfectoral du 17/01/2024, article II.3.4.2	Sans objet
9	Création des fondations des aérogénérateurs	Arrêté Préfectoral du 17/01/2024, article II.3.4.4	Sans objet
10	Suivi du chantier	Arrêté Préfectoral du 17/01/2024, article II.3.4.7	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
11	Mesures de compensation liées au défrichement	Arrêté Préfectoral du 17/01/2024, article II.3.4.8	Sans objet
12	Informations à communiquer	Arrêté Préfectoral du 17/01/2024, article II.3.5	Sans objet
13	Intervention des services de secours et moyens de lutte contre l'in...	Arrêté Préfectoral du 17/01/2024, article II.8.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que le chantier se déroule conformément aux exigences réglementaires et que les recommandations de l'écologue sont suivies par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Démantèlement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 29 > I.
Thème(s) : Autre, Démantèlement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les opérations de démantèlement et de remise en état prévues à l'article R. 515-106 du code de l'environnement comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le démantèlement des installations de production d'électricité, des postes de livraison ainsi que les câbles dans un rayon de 10 mètres autour des aérogénérateurs et des postes de livraison ; - l'excavation de la totalité des fondations jusqu'à la base de leur semelle, à l'exception des éventuels pieux. Par dérogation, la partie inférieure des fondations peut être maintenue dans le sol sur la base d'une étude adressée au préfet démontrant que le bilan environnemental du décaissement total est défavorable, sans que la profondeur excavée ne puisse être inférieure à 2 mètres dans les terrains à usage forestier au titre du document d'urbanisme opposable et 1 m dans les autres cas. Les fondations excavées sont remplacées par des terres de caractéristiques comparables aux terres en place à proximité de l'installation ; - la remise en état du site avec le décaissement des aires de grutage et des chemins d'accès sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation, sauf si le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation souhaite leur maintien en l'état.

<p>Constats :</p> <p>Les 5 éoliennes du parc éolien d'Arfons Energies sont encore en fonctionnement. Le défrichage pour la création des plateformes et les pistes d'accès afin de procéder au démantèlement et au renouvellement a été réalisé.</p> <p>Le démantèlement du parc voisin de Sor Energies a quant à lui débuté.</p> <p>L'exploitant prévoit d'excaver la totalité des fondations en novembre 2025. Une station de broyage du béton pour le concasser et le réutiliser sur place, notamment pour la création des plateformes et des routes sera installée et l'intégralité du réseau électrique inter-éolien sera supprimé.</p> <p>Les nouvelles machines seront situées aux mêmes emplacements.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Démantèlement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 29 > II.</p>
<p>Thème(s) : Autre, Démantèlement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets de démolition et de démantèlement sont réutilisés, recyclés, valorisés, ou à défaut éliminés dans les filières dûment autorisées à cet effet. Au 1er juillet 2022, au minimum 90 % de la masse totale des aérogénérateurs démantelés, fondations incluses, lorsque la totalité des fondations sont excavées, ou 85 % lorsque l'excavation des fondations fait l'objet d'une dérogation prévue par le I, doivent être réutilisés ou recyclés. Au 1er juillet 2022, au minimum, 35 % de la masse des rotors doivent être réutilisés ou recyclés.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que la découpe et l'évacuation des pales et des mâts est prévue mi-octobre 2025. Les nacelles seront réemployées en intégralité, pour des éoliennes d'occasion ou des centres de formation.</p> <p>L'exploitant a précisé qu'un tiers des pales sera transformé en mobilier urbain et le reste recyclé dans les filières agréées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Garanties financières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31</p>
<p>Thème(s) : Autre, Garanties financières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dès la première constitution des garanties financières visées à l'article 30, l'exploitant en actualise le montant avant la mise en service industrielle de l'installation, puis actualise ce montant tous les cinq ans. L'actualisation se fait en application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p>

L'inspection a constaté que l'acte de cautionnement était échu au 26 août 2025.
L'exploitant a transmis à l'issue de l'inspection un nouvel acte de cautionnement daté du 6 octobre 2025, d'un montant de 320355 euros valable du 23 septembre 2025 au 23 septembre 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesures de préparation et encadrement du chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2024, article II.3.1

Thème(s) : Autre, Mesures de préparation et encadrement du chantier

Prescription contrôlée :

L'exploitant utilise des documents de planification environnementale des travaux dans le cadre de la procédure d'appel d'offres et son suivi de chantier. Ces documents doivent être élaborés à partir des enjeux et mesures relevées dans les études environnementales préalables au projet et spécifier notamment :

- le contexte environnemental du projet,
- les points critiques pour l'environnement du chantier, et les mesures attendues,
- le schéma d'intervention et de moyens déployés en cas de pollution accidentelle,
- le plan de circulation des engins,
- les moyens de lutte contre les espèces envahissantes pendant et en fin de chantier par procédé non phytosanitaire,
- la sensibilisation, la formation, le contrôle interne.

Ces documents doivent pouvoir être révisés au fur et à mesure de l'avancement des travaux, ceci afin de refléter la réalité de la conduite des travaux et d'adapter les bonnes pratiques environnementales aux questions techniques soulevées et aux éventuels nouveaux risques identifiés découlant de l'évolution du chantier.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection la notice de respect de l'environnement (NRE), le plan d'actions environnementales et le plan de circulation. Ces documents reprennent notamment les éléments demandés dans l'article II.3.1.

La NRE est commune aux chantiers de Sor Energies et Arfons Energies. Elle a été rédigée le 28 mars 2025 par le service environnement et paysage de VALOREM, en collaboration avec les services développement, construction (VALREA) et exploitation et maintenance (VALEMO).

La NRE a été mise à jour pour la dernière fois le 1er juillet 2025.

Elle couvre l'ensemble du parc ainsi que tous les aménagements permanents et temporaires nécessaires à sa construction et à sa mise en service.

La NRE s'appuie sur plusieurs sources et documents de référence :

- le porter à connaissance (25/08/2023) et la déclaration Loi sur l'Eau (25/01/2024) ;
- les études environnementales complémentaires et celles relatives au transport des turbines ;
- les arrêtés préfectoraux d'autorisation du 17/01/2024 et de prescriptions complémentaires du 13/06/2024 ;

- les spécifications techniques du service exploitation-maintenance ;
- les avis des services instructeurs et partenaires (Mairie, Préfecture, DREAL, SDIS, RTE, etc.) ;
- la réglementation en vigueur.

Enfin, elle détaille, dans un Plan d'Actions Environnementales (PAE), l'ensemble des mesures à mettre en œuvre par les entreprises du chantier pour garantir le respect des enjeux environnementaux et des contraintes d'aménagement identifiées sur le site.

L'écologue Artifex a présenté les enjeux écologiques aux entreprises présentes sur le site le 24 septembre 2025. L'exploitant indique qu'une réunion de sensibilisation a lieu dès qu'une nouvelle entreprise est présente sur le chantier.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Périmètre du chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2024, article II.3.3

Thème(s) : Autre, Périmètre du chantier

Prescription contrôlée :

Le périmètre des travaux lors des phases de construction et de démantèlement du parc éolien de « Plô du Millet » comprend les pistes d'accès pour accéder au site du projet, les zones de travaux pour le montage des aérogénérateurs, les zones de stockage de terres excavées, le poste de livraison, les zones de débroussaillage nécessaires autour des aérogénérateurs ainsi que le réseau électrique câblé enterré, reliant les aérogénérateurs entre eux ainsi que celui les reliant au poste de livraison existant.

Afin de réduire l'impact de l'emprise au sol du parc éolien, la superficie totale de ce périmètre des travaux, doit être limitée au strict nécessaire tel qu'il est évalué dans le dossier de porter à connaissance. Cette évaluation n'intègre pas la superficie de tous les chemins mais uniquement ceux créés ou élargis. L'évaluation précise et justifiée de cette superficie est transmise à l'inspecteur des installations classées lors de la transmission du planning des travaux.

Constats :

L'exploitant a présenté la cartographie précise des chantiers des parcs éoliens d'Arfons Energies et Sor Energies. L'emprise du chantier est évaluée à 9,68 ha. La cartographie précise les plateformes temporaires de chantier, les plateformes définitives, les accès, les postes de livraison, les éoliennes et les plantations à protéger.

Cette cartographie est conforme aux dossiers des porters à connaissance.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Article II.3.4. Phases des chantiers de construction et de démantè...

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2024, article II.3.4

Thème(s) : Risques accidentels, Article II.3.4. Phases des chantiers de construction et de démantè...

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour réduire l'impact du chantier sur l'environnement et met notamment en œuvre les mesures d'évitement, de réduction, de compensation, voire d'accompagnements, appropriées prévues pour les phases chantiers

indiquées dans son dossier de porter à connaissance. Un écologue compétent accompagne l'exploitant dans la mise en œuvre de ces mesures.

Constats :

L'écologue Artifex effectue au minimum un passage par mois sur le site.

Une hêtraie à protéger est indiquée par plusieurs panneaux et une plantation de l'ONF à protéger est grillagée.

Au démarrage du chantier en août 2025, l'écologue a détecté la présence d'une Alouette lulu, espèce protégée, entre les éoliennes E2 et E3. L'exploitant a alors repoussé le défrichement prévu, en l'attente du départ de cette espèce et après validation de l'écologue.

Des chiroptères ont été détectés dans le bardage des postes de livraison. Leur démantèlement n'interviendra qu'entre mi-octobre et mi-novembre 2025, après la confirmation par l'écologue du départ des chiroptères. Ce démantèlement s'accompagnera de la mise en place de gîtes à chiroptères avant le printemps, un peu plus loin des éoliennes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Article II.3.4.1. Préparation du chantier et balisage des stations...

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2024, article II.3.4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Article II.3.4.1. Préparation du chantier et balisage des stations...

Prescription contrôlée :

Préalablement aux travaux et à l'intervention des engins :

- les surfaces nécessaires au chantier sont clairement identifiées ;
- dans le périmètre des travaux les milieux humides et aquatiques non détruites sont balisés et évités en totalité pour les installations de chantier, les dépôts de matériaux et de déplacement des engins ;
- les ornières et flaques d'eau réalisées dans le cadre et le périmètre des travaux sont comblées. Ce comblement n'est réalisé qu'après vérification de l'absence d'amphibiens, et dans ce cas un balisage approprié est réalisé.
- des dispositions sont prises pour limiter l'accès du public au chantier ; ces dispositions restent en place pendant toute la durée du chantier ;
- des points de regroupement du personnel et de rendez-vous avec les services départementaux d'incendie et de secours en cas de sinistre sont définis en lien avec ces derniers.

Constats :

L'inspection a constaté que des plantations à protéger sont balisées. L'écologue a vérifié dans l'état initial avant chantier l'absence d'amphibiens, d'ornières et de flaques d'eau.

L'accès au chantier est délimité par des barrières et des panneaux d'information sont présents à chaque accès. En outre, les habitants de la commune d'Arfons ont reçu une lettre d'information concernant le chantier.

L'inspection a constaté la présence d'un point de regroupement au niveau de l'éolienne E11 du chantier voisin.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Circulation d'engins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2024, article II.3.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Circulation d'engins

Prescription contrôlée :

Un plan de circulation est établi pendant la période de construction. En dehors des périodes d'activité, tous les engins mobiles, hormis les grues, sont stationnés sur les plateformes réservées à cet effet.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que les engins de travaux ne stationnent et ne circulent pas en dehors des voies ouvertes à la circulation et des emprises travaux (dont les zones de passage de câble, les aires de levage...), afin d'éviter le tassement du sol et la destruction d'espèces protégées (notamment les amphibiens et reptiles).

La vitesse de circulation des véhicules de chantier sur les pistes est limitée à 30 km/h afin de réduire le risque de collision, la production de poussière et la pollution sonore.

Par ailleurs, en cas d'utilisation d'engins de levage d'une hauteur supérieure à 80 mètres, l'exploitant met en place un balisage diurne et nocturne conforme à l'arrêté du 23 avril 2018 susvisé.

Constats :

L'inspection constate que les engins sont stationnés conformément au plan de circulation et qu'un panneau de limitation à 30 km/h est présent. L'exploitant a indiqué que d'autres panneaux seront installés sur ce chantier.

Le jour de l'inspection, des grues étaient présentes sur le chantier voisin au niveau de l'éolienne E10. L'inspection a constaté que des kits anti-pollution sont présents dans une grue.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Création des fondations des aérogénérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2024, article II.3.4.4

Thème(s) : Risques accidentels, Création des fondations des aérogénérateurs

Prescription contrôlée :

Le lancement du chantier de construction est subordonné à la réalisation d'une étude géotechnique visant à identifier la nature du sol et définir le type de fondation adaptée pour l'implantation des aérogénérateurs, parmi les types prévus dans le dossier de porter à connaissance et pour lesquels les impacts ont été analysés dans ce dossier ; cette étude et ses conclusions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a présenté l'étude géotechnique de conception, réalisée par ALIOS - ingénierie des sols, datée du 14 novembre 2024, présentant la méthodologie de l'étude, les résultats et des

recommandations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Suivi du chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2024, article II.3.4.7
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi du chantier
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un ou plusieurs écologues compétents (flore, faune terrestre, chiroptères, avifaune et suivi de chantier) et ayant obtenu une autorisation spécifique conformément à l'article L. 411-2 du code de l'environnement sont mandatés par l'exploitant, pour assurer la bonne mise en œuvre des mesures visant à protéger l'environnement par les prestataires de travaux ou les équipes de l'exploitant. Dans le cas où une espèce protégée et/ou patrimoniale est repérée alors qu'elle n'a pas été préalablement identifiée dans le dossier de porter à connaissance ou si un impact sur l'environnement est soulevé lors de ces suivis, les intervenants informent immédiatement l'exploitant. Ce dernier transmet dans les meilleurs délais à la DREAL Occitanie les solutions appropriées. Un rapport de suivi du chantier établi par l'exploitant est transmis à l'inspection des installations classées en fin de travaux et avant la mise en service du parc. Ce document justifie la conformité des travaux aux documents de planification environnementale, au dossier de porter à connaissance (mesures proposées...), aux prescriptions du présent arrêté préfectoral et à la réglementation en vigueur pour les différentes étapes du chantier de construction ou de démantèlement du parc éolien.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le compte-rendu de visite avant chantier réalisé par Artifex en date du 24 juillet 2025.</p> <p>L'écologue a fait par des observations suivantes assorties d'actions à mener :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Présence d'un gîte de chiroptères dans le bardage bois du PDL • Nidification de l'Alouette lulu sur la plateforme de l'éolienne E2 • Marquage de la hêtraie et de la jeune plantation effectuée • Présence de deux arbres remarquables • Présence d'un pierrier sur la plate-forme 4 avec le Léopard des murailles <p>D'autres visites de l'écologue ont eu lieu les 29 et 30 juillet 2025, 4 août 2025 et 24 septembre 2025.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Mesures de compensation liées au défrichement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2024, article II.3.4.8
Thème(s) : Autre, Mesures de compensation liées au défrichement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant procède à une replantation des zones défrichées temporairement en phase travaux, sous la supervision de l'office national des forêts gestionnaire des terrains d'implantation du projet, notamment le choix des essences et la densité, et après décompactage du sol lorsque cela</p>

est nécessaire.

L'exploitant compense la surface défrichée de manière permanente pour la nouvelle emprise des pales par la plantation de forêts sur d'autres parcelles dans le même massif et pour une surface supérieure ou égale à la surface défrichée.

Constats :

Le défrichement a été réalisé par l'ONF. Un accord financier a été conclu entre l'ONF et l'exploitant pour financer la replantation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Informations à communiquer

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2024, article II.3.5

Thème(s) : Autre, Informations à communiquer

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit informer le préfet du Tarn, l'inspection des installations classées et la sous direction régionale de la circulation aérienne militaire sud du démarrage des travaux au moins trois mois à l'avance. Lors des phases de construction et de démantèlement du parc éolien, le guichet de la DGAC est informé, par mail, de la date de levage des aérogénérateurs, dans un délai de trois mois avant le début du levage, pour l'inclure dans les publications aéronautiques à caractère permanent (par courriel à : snia-ds-bordeaux-bf@aviation-civile.gouv.fr). Par ailleurs, pour l'utilisation de moyens de levage, une déclaration est formulée avec un préavis d'un mois auprès du guichet DGAC à l'adresse suivante : <https://guichet-unique-obstacles.aviation-civile.gouv.fr/>. L'exploitant informe également la sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Sud de Salon-de-Provence Division environnement aéronautique - Base aérienne 701 ainsi que la direction de la sécurité de l'aviation civile Sud située à Blagnac (31) :

- des différentes étapes conduisant au démantèlement du parc remplacé (déclaration d'ouverture et de fin de chantier) ;
- des différentes étapes conduisant à la mise en service opérationnel du parc éolien (déclaration d'ouverture et de fin de chantier) ;
- pour chacun des aérogénérateurs : les positions géographiques exactes en coordonnées WGS 84 (degrés, minutes, secondes), l'altitude NGF du point d'implantation ainsi que leur hauteur hors tout (pales comprises). L'exploitant informe par courrier le service départemental d'incendie et de secours de la date d'ouverture du chantier, puis de la date de mise en service industrielle du parc éolien. L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de début de la mise en service industrielle, dès qu'ont été mis en place les aménagements du site permettant la mise en service effective du parc éolien. Cette déclaration comprend :
 - la confirmation de l'aménagement du parc conformément aux données des dossiers déposés et aux prescriptions du présent arrêté ;
 - pour chacun des aérogénérateurs et des postes de livraison : les positions géographiques exactes en coordonnées Lambert 93 et WGS84 (degrés, minutes, secondes), l'altitude NGF du point d'implantation ainsi que leur hauteur hors tout (pales comprises) ;

<ul style="list-style-type: none"> • la réalisation d'un plan à jour avec identification des pistes DFCI, des moyens incendie ; • la mise en place des panneaux d'identification présentant les items prévus par l'arrêté ministériel susvisé du 26 août 2011 modifié.
<p>Constats :</p> <p>Une réunion de cadrage pré-chantier a eu lieu avec la DREAL le 16 avril 2025. L'exploitant a indiqué le démarrage du chantier et les éléments demandés par le présent article le 24 avril 2025 au préfet et le 30 avril 2025 à la DGAC, aux armées et au SDIS. Le planning ajusté a été transmis à la DREAL le 22 juillet 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Intervention des services de secours et moyens de lutte contre l'in...

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2024, article II.8.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Intervention des services de secours et moyens de lutte contre l'in...</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une réserve d'eau de 60 m³ est installée à un emplacement qui devra être validé par les sapeurs-pompiers. Un dispositif efficace de protection contre la foudre est mis en place sur le site. Un débroussaillage soigneux est réalisé sur un rayon de 50 mètres minimum autour des installations et entretenu chaque année. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'une réserve d'eau d'au moins 30 m³ au niveau de l'éolienne E11 et une autre d'au moins 60 m³ au niveau des PDL. L'inspection a constaté un débroussaillage suffisant autour des éoliennes et des PDL.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>